



Une rentrée sur les chapeaux de roues pour les anti-EuropaCity

Les opposants à ce méga complexe se réunissent aujourd'hui alors que l'Etat a demandé que le projet soit modifié sur plusieurs points.

AULNAY-SOUS-BOIS

PAR ANNE COLLIN

LES OPPOSANTS à EuropaCity font leur rentrée. Aujourd'hui, le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) organise un pique-nique militant et festif sur site pour montrer une nouvelle fois leur mobilisation contre l'urbanisation de ces 300 ha de terres agricoles. Au programme, de 16 heures à 22 heures, jardinage, concerts, projections, débat ou encore barbecue.

Et le lieu de la fête se veut symbolique. Au-delà de se trouver sur le Triangle de Gonesse, dans le Val-d'Oise, où doit voir jour le controversé complexe de commerces et de loisirs de 80 ha, rendez-vous est donné sur une parcelle appartenant à l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) sur laquelle des militants du CPTG cultivent des légumes depuis un an et demi, et qui sont désormais menacés d'expulsion. Et le temps presse. Le référé déposé par l'établissement public doit être examiné le 12 septembre.

« Au moins, jusqu'à cette date, nous sommes tranquilles et déterminés à utiliser ce lieu pour débattre », souligne Bernard Loup, du CPTG.

ILS VEULENT TOUJOURS L'ABANDON TOTAL DU PROJET

Et cela devrait être le cas aujourd'hui. Parmi les multiples sujets qui devraient être abordés : la signature du nouveau protocole entre Grand Paris aménagement (GPA), l'aménageur public du Triangle, et EuropaCity. Ce document de 2015, qui arrivait à échéance fin 2018, vient d'être prorogé pour trois ans. L'occasion pour l'Etat de demander que le futur complexe de 80 ha soit encore modifié sur plusieurs points. Une demande dans laquelle les opposants au projet espèrent voir un signe positif pour leur combat : l'abandon total.

Mais pour GPA, il s'agissait « de mettre à jour le protocole d'un point de vue calendaire pour tenir compte notamment du rephasage de la ligne 17. Cependant, un certain nombre de sujets pour améliorer le

projet de la ZAC et d'EuropaCity sont bien abordés. « Ce sont des pistes amélioratives identifiées souvent depuis longtemps, pas des injonctions », affirme GPA. Le porteur de projet devra cependant faire des propositions pour y répondre avant la fin de l'année.

Quatre points devront ainsi être précisés. Parmi eux, le phasage de l'ouverture des boutiques mais aussi les engagements environnementaux notamment en termes de maîtrise de l'empreinte carbone et de consommation du sol. Un élément qui pourrait marquer la fin du controversé parc des neiges et sa piste de ski intérieure.

Mais du côté d'EuropaCity, on assure être parfaitement « serein ». « Cela ne remet pas en cause le projet. L'avenant au protocole montre le soutien de l'Etat. Après, celui-ci est dans son rôle d'aménageur d'ensemble du territoire : il demande des choses aux différents preneurs de la ZAC, dont EuropaCity. C'est une bonne chose et le dialogue est constructif », assure David Lebon, directeur du développement d'EuropaCity.

Notre dernier Communiqué de presse du 31 août :

[Non, M. Philippe ! EuropaCity n'est pas amendable !](#)

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/europacity-maitrise-enjeux-environnementaux-31929.php4#xtor=ES-6>

EuropaCity : l'État demande à mieux maîtriser les enjeux environnementaux

[Aménagement](#) | 03 septembre 2018 | Rachida Boughriet



Le promoteur du projet de complexe géant de loisirs et de commerces EuropaCity (Val-d'Oise) négocie actuellement une convention d'engagement avec l'Etat pour améliorer les aspects environnementaux et commerciaux du projet. Le 31 août, le promoteur Alliages et Territoires (coentreprise de Ceetrus (ex-Immochan) et du chinois Wanda) a confirmé à l'AFP ces informations révélées par le [journal Le Monde](#).

Le ministère de la Cohésion des territoires a profité du renouvellement cette année de l'accord entre l'aménageur public Grand Paris Aménagement et le promoteur pour demander à ce dernier d'améliorer son projet sur les questions environnementales "afin de maîtriser l'empreinte carbone et la consommation du sol". "Cette attention accrue devrait signer la fin du projet de parc des neiges, l'un des éléments les plus énergivores et les plus contestés du programme", indique Le Monde. La mise en place d'une piste de ski artificielle est en effet fustigée par les écologistes. Grand Paris Aménagement demanderait aussi que la production et la consommation d'énergie d'EuropaCity, comme ses espaces de stationnement, "soient mutualisés à l'échelle de toute la ZAC." Le projet devrait aussi ouvrir avec un nombre limité de boutiques. Cette convention avec l'Etat "est en discussion sur les prochains mois pour améliorer ce qui peut l'être", a déclaré à l'AFP Benoît Chang, directeur général d'Alliages et Territoires.

Le projet contesté d'Europacity de 80 hectares et de 3,1 milliards d'euros est prévu pour 2024 dans le triangle de Gonesse. Le 19 juillet 2018, le [commissaire enquêteur](#) a émis un avis favorable sur l'utilité publique de l'opération projetée et sur les acquisitions foncières nécessaires à sa mise en œuvre. Son avis est intervenu après l'annulation de l'[arrêté de création de la ZAC](#) par le tribunal administratif le 6 mars dernier – et pour laquelle l'[Etat avait fait appel](#) le 4 mai. Selon Le Monde, l'arrêt de la cour administrative d'appel n'est pas attendu avant le second semestre 2019.

Les opposants au projet restent sceptiques aux annonces du promoteur. "Pour la énième fois, il est demandé aux promoteurs d'EuropaCity de 'revoir la copie'", a souligné Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse, "mais, même revu à la baisse, un centre commercial nécessite d'immenses halls, des parkings, des espaces climatisés, des galeries marchandes, donc l'artificialisation des sols". Le collectif "Europas du Tout" a, lui, salué "un premier pas de l'Etat pour les commerçants" tout en réitérant sa demande d'"abandon" du projet.

[https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/val-d-oise/europacity-promoteur-s-engage-ameliorer-son-projet-mega-centre-commercial-loisirs-1533880.html#xtor=EPR-521-\[france3regions\]-20180902-\[info-image6\]&pid=726375-1436203460-4c94799f](https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/val-d-oise/europacity-promoteur-s-engage-ameliorer-son-projet-mega-centre-commercial-loisirs-1533880.html#xtor=EPR-521-[france3regions]-20180902-[info-image6]&pid=726375-1436203460-4c94799f)

[1024](#), [CA Roissy Pays de France](#), [Equipements](#), [Grand Roissy](#)

[Paris Ile-de-France](#)

[Val-d'Oise](#)

Europacity : le promoteur s'engage à « améliorer » son projet de méga-centre commercial et de loisirs



Manifestation contre le projet Europacity, le 21 mai 2017 sur le Triangle de Gonesse. / © PHOTOPQR/LE PARISIEN/MAXPPP

L'État demande au promoteur d'Europacity, futur mégacomplexe à 15 km au nord de Paris, de corriger son projet, très critiqué du côté des militants écologistes, des commerçants locaux et des agriculteurs.

Par **Pierre De Baudouin** Publié le **01/09/2018** à 16:33 Mis à jour le 01/09/2018 à 16:40

Dans les champs de **Gonesse**, dans le Val-d'Oise, les adversaires à **Europacity** continuent à se mobiliser. Ce samedi après-midi, les opposants organisent [un « pique-nique de rentrée »](#) contre le futur méga-centre commercial et de loisirs, [toujours aussi polémique](#).

Samedi 1^{er} septembre, [#GonesseACielOuvert](#), de 16h à 22h, venez faire la fête : open barbecue, concerts, projection de films, jardinage [#Culture](#) aux champs, plutôt que culture [#Auchan#Gonesse](#) [#Europacity](#) pic.twitter.com/Q8bHG5oc3r

— Non à Europacity (@nonaeuropacity1) 30 août 2018

Le projet, porté par le groupe **Auchan** et l'investisseur chinois **Wanda**, devrait selon les plans de son promoteur **Alliages et territoires** remplacer 80 hectares de cultures céréalières, pour accueillir 31 millions de visiteurs par an dans [un mélange d'infrastructures hôtelières et d'équipements culturels](#).

D'ici 2024, la zone – si tout cela est mené à terme – pourrait réunir un espace aquatique, un parc à thème, un cirque, un palais des congrès et même [une piste de ski artificielle, construite en intérieur](#).

[En images : le mégaprojet EuropaCity qui doit voir le jour en 2024 au nord de Paris](#)

Promesses sur l'empreinte carbone et l'ouverture des commerces

Face aux critiques, le ministère de la Cohésion des territoires vient justement de demander au promoteur de revoir sa copie, selon [nos confrères du Monde](#). Un processus de négociation relancé à l'occasion du renouvellement de l'accord qui lie la société et l'aménageur public **Grand Paris Aménagement**.

Alliages et territoires a donc dû s'engager auprès de l'Etat à « améliorer » son projet – censé devenir plus respectueux de l'environnement –, et mieux maîtriser l'empreinte carbone. Autre promesse : étaler dans le temps l'ouverture des boutiques pour ne pas écraser les commerces locaux.

Nicolas Hulot, ex-ministre de la Transition écologique depuis sa toute fraîche démission il y a quatre jours, avait, lui, il y a peu critiqué la « folie des grandeurs » du projet, appelant même à « sanctuariser nos terres agricoles ».

Pour ce qui est du nouvel engagement, difficile en tout cas de penser que le compromis entre le promoteur et l'État, ainsi que la communication menée autour du projet, puisse soudainement convaincre les opposants les plus fermes à Europacity.

[http://www.leparisien.fr/politique/ecologie-les-dossiers-chauds-qui-attendent-le-successeur-de-nicolas-hulot-29-08-2018-7869279.php#xtor=EREC-109-\[NLalaune\]---\\${ id_connect_hash}@1](http://www.leparisien.fr/politique/ecologie-les-dossiers-chauds-qui-attendent-le-successeur-de-nicolas-hulot-29-08-2018-7869279.php#xtor=EREC-109-[NLalaune]---${ id_connect_hash}@1)

Écologie : les dossiers chauds qui attendent le successeur de Nicolas Hulot

[Politique](#) | **Aude Le Gentil** | 29 août 2018, 17h58 | 6



Arbitrer le dossier du nucléaire, ce sera l'une des tâches imminentes du futur ministre de la Transition écologique. LP/Jean-Baptiste Quentin

En annonçant sa démission surprise mardi du ministère de la Transition écologique, Nicolas Hulot a laissé derrière lui plusieurs dossiers imminents.

Qui pour remplacer [Nicolas Hulot](#) au ministère de la Transition écologique ? Déjà, la sphère politique bruisse de suppositions. Qui qu'il ou elle soit, le successeur de Nicolas Hulot devra vite se plonger dans les dossiers. [Car en claquant la porte sans prévenir](#), le ministre démissionnaire a abandonné plusieurs chantiers. Et certains sont urgents.

LIRE AUSSI > [Démission de Hulot : le remaniement, c'est \(presque\) maintenant](#)

La Programmation pluriannuelle de l'énergie

Les dessous du dossier. Première échéance imminente : la Programmation pluriannuelle de l'énergie, ou PPE. Il s'agit de la feuille de route du pays en matière d'énergie, pour les périodes 2019-2023 et 2023-2028. Annoncé durant l'été, le texte devrait finalement être publié à la rentrée, puis adopté fin 2018.

Dans ce document, le gouvernement doit préciser comment il compte atteindre les objectifs fixés par [la loi de transition énergétique de 2015](#). A savoir : une réduction de la consommation d'électricité, une augmentation de la part des énergies renouvelables au détriment du nucléaire.

Initialement, la loi prévoyait de baisser la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité d'ici 2025, contre 75% actuellement. Mais en novembre dernier, [Nicolas Hulot a dû encaisser une amère défaite et repousser cette échéance à une date indéterminée](#).

Les craintes des écologistes. Avec cette PPE, Nicolas Hulot comptait établir un calendrier précis des fermetures de centrales nucléaires, définissant le nombre et le nom des réacteurs à arrêter. Il espérait aussi fixer un nouvel horizon pour la réduction de la part du nucléaire, autour de 2035.

Mais dans ce dossier, l'ex-ministre avait engagé un bras de fer avec EDF. L'électricien refuse d'abandonner [d'autre centrale que Fessenheim avant 2029](#) et souhaite construire un nouvel EPR en plus de celui de Flamanville. Réseau Action Climat, qui représente 30 ONG environnementales, redoute que « le départ de Nicolas Hulot soit le signe d'arbitrages qui auraient été faits en faveur d'EDF », indique Anne Bringault, en charge du thème transition énergétique.

Des craintes étayées par Nicolas Hulot lui-même, dans des [confidences livrées à Libération](#) début août, et publiées ce mardi : « si je m'en vais, il va y avoir trois EPR de plus dans les prochaines années. »

La Stratégie Nationale Bas Carbone

Les dessous du dossier. Pendant de la PPE, la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) fixe des plafonds d'émissions de gaz à effet de serre à ne pas dépasser. Transports, déchets, agriculture, bâtiment... des objectifs sont redéfinis tous les cinq ans, secteur par secteur. Une première mouture devrait être dévoilée à la rentrée également.

Les craintes des écologistes. Sans nommer le SNBC, Nicolas Hulot a égrené plusieurs défaillances sur [France Inter](#) mardi, comme l'insuffisante rénovation énergétique. Il faut dire que la France a dépassé les plafonds fixés par la précédente SNBC. [En 2016, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 3,6%](#) par rapport au maximum prévu. 2017 devrait suivre cette tendance.

Les ONG s'attendent donc à ce que le gouvernement définisse des objectifs moins ambitieux pour cette nouvelle SNBC. « Remettre à plus tard la réduction des gaz à effet de serre serait catastrophique, s'alarme Anne Bringault. Ce serait clairement un renoncement de l'Accord de Paris. »

La Loi sur les mobilités et le Plan vélo

Les dessous du dossier. Tripler la part du vélo dans les modes de transport d'ici 2024, en grim pant de 3 à 9%, c'est l'ambition du plan vélo, promis par Nicolas Hulot. Autre chantier dont le futur ministre devrait écoper : la Loi sur l'orientation des mobilités (LOM), porté conjointement avec Elisabeth Borne, ministre des Transports.

La future loi s'attaque au secteur des transports, plus gros émetteur de gaz à effet de serre ([29% des émissions totales](#)). Pêle-mêle, elle prévoit de généraliser les zones à circulation restreinte, soutenir l'achat de véhicules plus propres, ou encore favoriser le fret au détriment du transport de marchandises par camion...

Les craintes des écologistes. Sur ce dossier, les associations voient flou. Sur le calendrier, d'abord. Le Plan vélo, repoussé, devrait être détaillé en septembre. Annoncée au printemps 2018, la loi sur les mobilités est désormais attendue pour la fin d'année, voire début 2019.

LIRE AUSSI > [Le plan vélo se dégonfle](#)

Flou sur les moyens, aussi. Le Réseau Action Climat et les ONG qu'il rassemble (comme WWF ou les Amis de la Terre) réclament un 200 millions d'euros pour alimenter un fonds vélo, destiné à financer des pistes cyclables. « Il faudrait aussi rendre l'Indemnité kilométrique vélo obligatoire et véritablement incitative », insiste Lorelei Limousin, responsable transports au Réseau Action Climat. Problème, [cette mesure, qui permet aux salariés d'être défrayés pour leurs trajets à vélo, est sur la sellette](#).

Le projet de loi de finances 2019

Les dessous du dossier. C'est le nerf de la guerre. Pas de plan vélo ni de SNBC efficaces sans crédits. Alors que [le gouvernement compte effectuer des coupes budgétaires](#), le ministère de la Transition écologique devrait être préservé. [Selon Le Point](#), son budget devrait augmenter légèrement, de 0,24%, à 10,62 milliards d'euros.

Les craintes des écologistes. « Avec les contraintes budgétaires, on sait très bien à l'avance qu'on ne pourra pas réaliser les objectifs qu'on se fixe », a déploré Nicolas Hulot sur France Inter. Dix millions, ce n'est pas suffisant pour les associations environnementales. Lorelei Limousin par exemple plaide pour des « incitations fiscales » contre les transports et logements

polluants, complétées par « de vrais moyens budgétaires pour développer des alternatives propres ». « Le budget, c'est un moment de vérité », conclut-elle.

Citons également [le futur débat national sur le Centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure](#), qui sera organisé à l'automne, la COP 24 qui aura lieu en décembre en Pologne ou encore un rapport à venir d'ici cinq mois sur [la Montagne d'or, un projet de mine d'or en Guyane](#). Autant de chantiers auxquels le futur Mr Ecologie du gouvernement devra s'atteler. S'il en a les moyens, et l'ambition.
